

Où voir le film cultivons la terre ?

le samedi 16 mai 2009 de 10:00 à 12:30

LIEU : Montluel (01) Grande salle de la MJC

Projection de Cultivons la terre, en présence de Gérard Boinon

CONTACT : Marie-Noëlle tel : 04 72 25 75 07

site : <http://www.mjc-3cm.org>

le samedi 16 mai 2009 de 20:00 à 22:30

LIEU : Saint Romain de Surieu (38) (proche de Péage de Roussillon)

Projection de Cultivons la terre pendant le festival botanique, puis débat avec Lilian Ceballos, pharmacien écologique.

Pour en savoir plus, contacter Solange Arbel

Agenda des conférences débats et formations:

Les polluants chimiques et les OGM dans l'alimentation : les effets sur la santé : GE Séralini, Le samedi 23 mai 2009, à 17 h, à Ambérieu en Bugey, Salle Espace 1500 ; organisé par Culture et Décroissance.

<http://www.partipourladecroissance.net/wp-content/uploads/2008/12/culture-et-decroissance.pdf>

Les nouveautés de la médiathèque :

Le DVD We feed the world

Le livre : Agricultures sans herbicides, de Pousset

Bientôt le DVD Agroforesterie, produire autrement, <http://www.agroof.net/>

Lyon: Bayer CropScience investit 10 millions d'euros dans la santé des plantes

le 07.05.2009 18h00

<http://www.leprogres.fr/fr/permalien/article/1144550/Lyon-Bayer-CropScience-investit-10-millions-d-euros-dans-la-sante-des-plantes.html>

La société Bayer CropScience, division agrochimique du groupe allemand de chimie Bayer, a annoncé jeudi avoir investi à Lyon près de 10 millions d'euros en deux ans dans le "seul centre de recherche privé en France dans le domaine de la protection des cultures".

Le Centre de Recherches de La Dargoire (CRLD), spécialisé dans la recherche fongicide et santé des plantes, est désormais "doté des laboratoires les plus modernes et sécurisés du groupe en Europe", s'est félicité Pascal Housset, président-directeur général (PDG) de Bayer Environnemental Science monde, lors de son inauguration.

Parmi les nouveaux équipements "à la pointe de la technologie", le département biologie a été doté d'un système entièrement robotisé permettant de "tester à grande échelle" et dans un environnement protégé, l'efficacité des nouvelles molécules pour traiter les maladies des plantes.

"Nous sommes à l'aube d'une seconde révolution verte et il faut relever le défi planétaire de la hausse de la productivité des cultures majeures" pour assurer l'alimentation de la population mondiale, a assuré M. Housset.

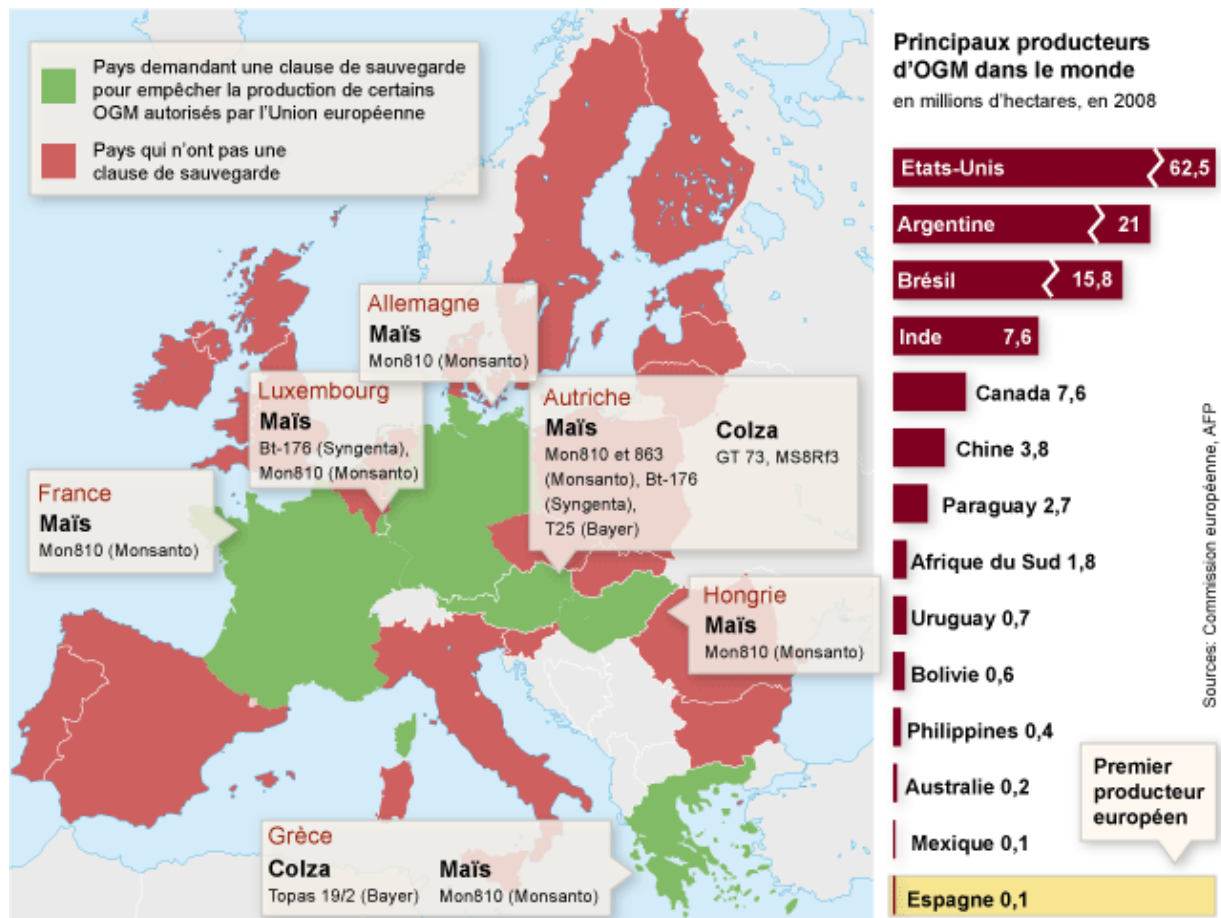
Le CRLD emploie quelque 220 chercheurs, anglais, français, allemands, ou américains, âgés en moyenne de moins de 40 ans. Depuis 1986, le CRLD travaille aussi en collaboration avec des chercheurs du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et en partenariat avec l'INRS (Institut national de la recherche scientifique) dans les domaines de la biochimie et de la biologie.

Bayer CropScience investit 12% de son chiffre d'affaires dans la recherche et le développement, soit 650 millions d'euros en 2008, qui devraient être prochainement portés à 750 millions d'euros.

La direction mondiale de la Recherche de Bayer CropScience est basée à Monheim (Allemagne).

Les restrictions sur les OGM en Europe

LEMONDE.FR | 03.03.09 | 11h54 • Mis à jour le 14.04.09 | 16h39



Selon un mathématicien, la fiabilité statistique des études portant sur les effets sanitaires des OGM est insignifiante

LE MONDE | 12.05.09

http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/05/12/un-mathematicien-juge-insignifiante-la-fiabilite-statistique-des-etudes-sur-les-effets-des-ogm_1191968_3244.html

Il faudrait tout oublier. Des affirmations définitives sur la toxicité ou l'innocuité des organismes génétiquement modifiés (OGM), il faudrait ne rien retenir - ou vraiment pas grand-chose. C'est, en substance, la thèse que défend Marc Lavielle, seul mathématicien membre du Haut Conseil des biotechnologies (HCB), instance qui a pour mission d'apporter son expertise sur des sujets comme les OGM et qui devait tenir, mardi 12 mai, sa toute première réunion.

Sur le même sujet

Les cultures transgéniques dans les pays du Sud couvraient 54 millions d'hectares en 2008, selon l'International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications (Isaaa).

Reportage Malgré leurs déboires, les agriculteurs d'Afrique du Sud croient aux OGM

Zoom Une étude argentine met à son tour en cause un désherbant de Monsanto

Infographie Les restrictions à la production et la commercialisation d'OGM en Europe

Chat - "Les politiques en direct" Nathalie Kosciusko-Morizet : "Le système d'évaluation des OGM n'est pas satisfaisant"

Edition abonnés Archive : La justice allemande confirme l'interdiction du maïs Monsanto MON810

Car, à en croire ce statisticien de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Inria), qui dirige un groupe de recherche sur les usages de la statistique dans le domaine de la santé, aucune étude de toxicologie n'est aujourd'hui en mesure de conclure, une fois pour toutes, que les OGM font - ou ne font pas - peser de risques sanitaires. La faute, selon lui, à des pratiques statistiques contestables et à des protocoles expérimentaux trop peu ambitieux.

"Aujourd'hui, explique le chercheur, les tests ne sont menés que sur des groupes de l'ordre d'une dizaine de rats, pendant quelques semaines..." Et le traitement statistique appliqué aux données issues de ces expériences - mesures de différents paramètres biologiques en fonction du régime alimentaire des rongeurs - permettrait de changer les conclusions du tout au tout.

On se souvient de la controverse autour du maïs MON863 : les chercheurs de Monsanto avaient conclu, en 2005, dans la revue *Food and Chemical Toxicology*, à l'absence de différences "significatives" entre les groupes de rongeurs examinés. Deux ans plus tard, des chercheurs français assuraient, dans *Archives of Environmental Contamination and Toxicology*, que la consommation du fameux OGM entraînait des troubles hépatiques et rénaux. Le piquant de l'histoire étant que ces deux conclusions, opposées, étaient tirées des mêmes données expérimentales : seule changeait la moulinette statistique à laquelle elles étaient passées...

Qui croire ? Marc Lavielle renvoie les deux analyses dos à dos - la première étant selon lui un peu "légère", la seconde ayant cherché à pallier cette "légèreté" au prix d'erreurs techniques. Pourtant, trancher le débat pourrait être simple : "Il faut fonder un cadre d'analyse statistique qui mette tout le monde d'accord, s'entendre sur une méthodologie commune qui permettrait de sortir de la suspicion généralisée", affirme-t-il.

Autre point de crispation : l'accès aux données expérimentales. Celles-ci sont tenues secrètes par les firmes agrochimiques qui financent et commanditent les études. C'est ainsi une action de Greenpeace devant une juridiction allemande qui avait permis la "réanalyse" des effets présumés du MON863. "La publicité des données est absolument nécessaire, explique M. Lavielle. A défaut, c'est un peu comme si on attribuait le prix Goncourt à un livre en ayant seulement eu accès à sa quatrième de couverture..."

Hélas, même avec l'accès aux données, le statisticien peut ne pas pouvoir se prononcer ! Le nombre de rongeurs testés est toujours trop faible pour détecter des effets fins. "C'est pourtant un travail qui est fait tous les jours par les statisticiens des laboratoires pharmaceutiques : on pose la variation d'un paramètre, par exemple le poids de l'animal, à partir de laquelle on estime qu'il y a un effet préoccupant, ensuite on établit le niveau de certitude qu'on veut atteindre dans la détection de cet effet. A partir de ces données, on peut établir la taille de l'échantillon nécessaire."

Marc Lavielle donne un exemple simple : pour détecter, sur le rat, avec une certitude de 99 %, une variation du poids du foie de l'ordre de 10 %, il faut un échantillon de cinquante rongeurs au moins. Sur un échantillon de vingt rats, la probabilité de détection du même effet tombe à 88 %. Avec dix rats testés, elle est d'environ 60 %.

Rien de révolutionnaire dans de telles pratiques : elles sont non seulement mises en oeuvre par l'industrie pharmaceutique mais aussi... par Monsanto lui-même. Avec malice, Marc Lavielle précise que l'agrochimiste américain met en oeuvre de telles techniques lorsqu'il s'agit de définir le nombre de questionnaires (2 500) à envoyer aux agriculteurs et obtenir une statistique fiable dans la compilation des réponses... Pourtant, s'agissant des rats et des OGM, "on en reste à des échantillons trop petits pour sortir de l'incertitude".

Le biochimiste Gilles-Eric Séralini, dont la "réanalyse" des données brutes de l'étude du MON863 est critiquée par Marc Lavielle, précise que des effets "statistiquement significatifs" de cet OGM sont désormais reconnus par la firme agrochimique. Qui, cependant, en conteste le caractère "biologiquement significatif"... Pour clore le débat sur la toxicité présumée des OGM, de bonnes pratiques statistiques sont certainement nécessaires ; elles ne seront sans doute pas suffisantes.

Stéphane Foucart

Cultures OGM et multinationales : mauvaises nouvelles pour les agriculteurs

<http://www.scidev.net/en/opinions/gm-crops-and-the-gene-giants-bad-news-for-farmers.html>

Selon les auteurs de cet article d'opinion, Kathy Jo Wetter et Hope Shand du Groupe ETC, une organisation activiste canadienne, il est dangereux que les grandes sociétés soient autorisées à introduire les technologies de semences brevetées dans les pays en développement. Les grandes sociétés semencières et agrochimiques du monde sont en train « d'accumuler » des centaines de brevets monopolistiques sur les gènes de cultures génétiquement manipulées pour résister aux stress environnementaux associés au changement climatique, tels que la sécheresse, la chaleur, le froid, les inondations et les sols salins, indique l'article. On ne sait pas encore très bien si les plants génétiquement modifiés (GM) qui en résulteront donneront de bons résultats sur le terrain, commente l'article. Mais ce qui est clair, soutient-il, c'est que leur apparition sur le marché va augmenter la concentration des grandes corporations, faire monter les coûts, inhiber la recherche indépendante et, « plus alarmant », saper les droits des agriculteurs de mettre de côté et d'échanger des semences. En même temps que des sociétés comme Monsanto et BASF semblent s'engager dans une « philanthropie sans conditions », affirme l'article, des groupes industriels comme CropLife International mènent une forte campagne pour que les gouvernements du Sud promulguent des lois plus sévères relatives aux droits de propriété intellectuelle, pour s'assurer que les agriculteurs payent des redevances sur les semences brevetées. Il déclare que le Kenya, par exemple, a récemment adopté la loi anti-contrefaçon (« Anti-Counterfeit Act ») qui criminalise ceux qui enfreignent les droits des obtenteurs de variétés végétales. L'Ouganda et la Tanzanie lui emboîtent le pas pour préparer leur propre législation anti-contrefaçon.

Association Rés'OGM Info 8 quai maréchal Joffre 69002 LYON
04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale